

# Libertés!



BELGIQUE- BELGIE
PP
1/2345
BXL X

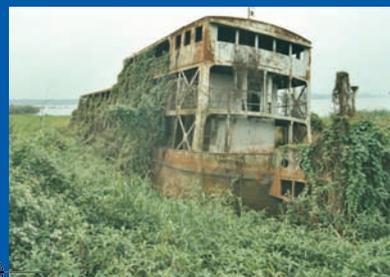
FÉVRIER 2006 - N°421 - LE MENSUEL D'AMNESTY INTERNATIONAL



## UGANDA : SAIGNEURS DE GUERRE



**BOLIVIE :**  
**LE MORALES**  
**DE L'HISTOIRE**



**CINÉMA :**  
**«CONGO RIVER»**





## CAMBODGE TRIBUNAUX MANIPULÉS

Le vice-président de l'ONG du Centre cambodgien pour les Droits humains, Pa Nguong Teang, a été arrêté et inculqué pour diffamation. Six militants politiques et civils de premier plan sont ainsi emprisonnés et font l'objet de plaintes déposées par le gouvernement à la suite d'une manifestation organisée le 10 décembre et durant laquelle des banderoles mettaient en cause les autorités. Celles-ci utilisent de plus en plus les tribunaux pour museler toute critique au risque de miner la crédibilité et l'indépendance de la justice. ☉

## THAÏLANDE LES CIVILS FACE AUX VIOLENCES

Dans le sud du pays où cohabitent musulmans et bouddhistes, la population subit à la fois les violences des groupes armés musulmans et les ripostes brutales et inconsidérées des forces de sécurité. Les détonations arbitraires, intimidations, actes de torture et «disparitions» du fait des autorités thaïlandaises ne font l'objet d'aucune enquête sérieuse. La région du Pattani a été annexée au début du xx<sup>e</sup> siècle par le pouvoir royal et a toujours connu des violences du fait de groupes armés musulmans appelant à l'indépendance. Toutefois, le regain de violence depuis janvier 2004 est dû à un groupe non identifié qui ne formule ni revendications ni demandes de pourparlers avec le gouvernement. ☉

## MALTE MIGRANTS MALTRAITÉS

Le 13 janvier 2005, près de 90 demandeurs d'asile détenus dans le centre d'Hal Safi étaient prenaient part à un mouvement de protestation pacifique, refusant de regagner leurs bâtiments après le temps d'exercice physique. Ils voulaient dénoncer la durée de leur détention ainsi que le manque d'information concernant l'évolution de leurs demandes. Après une charge brutale des forces de sécurité, on relevait 27 blessés. Le rapport de la Commission d'enquête nommée par le gouvernement a conclu au manque de formation de certains soldats et à des problèmes de coordination. Il reconnaît qu'il y a eu usage abusif de la force mais recommande la poursuite de cette politique de détention des migrants qui n'ont pas obtenu le statut de réfugié. ☉

## MAROC CONDAMNATION DE DÉFENSEURS SAHRAOIS

Sept défenseurs des droits humains originaires du Sahara occidental ont été condamnés à des peines de prison pour participation et incitation à des manifestations violentes. Ils n'ont pas bénéficié d'un procès équitable (preuves sujettes à caution, aveux arrachés sous la torture, aucun témoin à décharge, etc.). Ces défenseurs avaient récolté des informations concernant les violences commises par les troupes marocaines dans le cadre des manifestations pour l'autonomie et l'indépendance du Sahara occidental. ☉

## ÉGYPTE RÉFUGIÉS EN DANGER

Lors d'une manifestation de demandeurs d'asile et d'immigrants soudanais, 27 personnes ont été tuées par la police égyptienne et des dizaines d'autres blessées. Ce massacre a eu lieu lorsque les forces de l'ordre ont voulu déloger près de 2 500 réfugiés hors d'un parc situé près du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR) au Caire. Les manifestants réclamaient de meilleures conditions de vie, une protection contre un retour forcé au Soudan et leur installation dans un pays d'Europe ou d'Amérique du Nord. ☉



Le «ticket» Evo Morales (président) et Alvaro Garcia Linera (vice-président) fête sa victoire dans la région de Cochabamba en compagnie de producteurs de feuille de coca © AFP

## BOLIVIE

# LE MORALES DE L'HISTOIRE

En décembre 2005, la Bolivie élit à la présidence de la république Evo Morales, leader syndical paysan. L'élection d'un indigène à la plus haute fonction était une première dans l'histoire politique d'un pays pourtant majoritairement amérindien. Une fois n'est pas coutume, notre mensuel ouvre ses colonnes à un acteur politique, Alberto Zalles, ancien prisonnier politique bolivien adopté par Amnesty et installé en Belgique. Il nous livre son analyse optimiste de l'évolution récente de la Bolivie : rupture avec le «gauchisme» violent, extension des revendications démocratiques et utilisation des droits humains comme levier politique.

**L**a victoire du Movimiento al Socialismo (Mouvement vers le Socialisme, MAS) et l'élection d'un indigène, Evo Morales, à la présidence de la République viennent couronner une longue période de mobilisations sociales. Depuis la transition démocratique entamée en 1983, ces mobilisations se sont appuyées sur trois piliers : la défense des droits humains, la demande sociale de consolidation des institutions politiques et la participation effective des indigènes aux institutions locales et nationales, c'est-à-dire la fin de l'exclusion ethnique. Ces trois piliers ont permis à la société bolivienne d'instaurer progressivement une nouvelle culture politique fondée sur la résolution pacifique des problèmes politiques, économiques et culturels les plus aigus : pauvreté, discrimination des indigènes, conséquences de la culture de la feuille de coca et du trafic de drogue sur les paysans, et, enfin, les effets d'un cycle de privatisations qui prive la société de son droit à bénéficier des ressources naturelles que possède la nation (gisements de gaz, terres agricoles et ressources hydriques).

Evo Morales, dirigeant du syndicat des paysans producteurs de coca et son parti, le MAS, ont intégré la dynamique de transition démocratique. En axant leurs revendications sur les droits humains, ils ont pu s'agréger les institutions

démocratiques et humanitaires. Depuis le début des années 90, les violences subies par les *cocaleros*, les petits cultivateurs de coca, sont au cœur des rapports d'Amnesty International. De leur côté, les syndicats paysans ont tenté de faire connaître leur mot d'ordre «*la coca n'est pas la cocaïne*», afin de prendre leurs distances et se différencier des trafiquants de drogue et, en deuxième lieu, résister et se protéger des politiques d'arrachages forcés, avec leurs cortèges de violences induites par la stratégie répressive de la DEA (Drug Enforcement Administration) américaine.

Il est également important de préciser que, à l'intérieur des États-Unis, les paysans *cocaleros* et les indigènes boliviens ont bénéficié de la solidarité constante, tant des organisations de la société civile que des institutions préoccupées du développement démocratique des Amériques.

Par ailleurs, Alvaro Garcia Linera, un dirigeant représentatif de cette nouvelle génération de responsables politiques de gauche bolivienne et vice-président d'Evo Morales, s'est efforcé de distancier le MAS de la vieille gauche radicale pour qui, en Amérique latine, les transformations passent par la violence et la lutte armée. Alvaro Garcia Linera appartient à l'un des trois groupes de jeunes militants poursuivis, torturés et emprisonnés entre 1989 et 1993 par le gouvernement de

Jaime Paz Zamora et dont le sort fut au centre de l'action de l'Assemblée permanente des Droits humains bolivienne – alors présidée par le député Juan del Granado – et d'organisations comme Amnesty International. Cette organisation a ainsi enquêté sur les cas de torture et, dans certains cas, obtenu la libération des détenus.

Sur le plan intérieur, la victoire d'Evo Morales est l'aboutissement d'un long processus de mobilisa-

**D**ans une récente lettre ouverte, Amnesty attire l'attention des candidats à la présidentielle sur la nécessité de mettre en place rapidement un plan d'action qui touche quatre domaines essentiels : la protection des droits économiques, sociaux et culturels – notamment le droit au travail, le droit à la santé et le droit à l'éducation –, le comportement des forces de sécurité (usage excessif de la force contre des manifestants et dans des centres de détention), les conditions carcérales et la justice – en particulier dans les affaires de violation des droits humains. Par ailleurs, Amnesty rappelle que, malgré la ratification par la Bolivie du Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale (CPI), il est scandaleux qu'un accord bilatéral ait été signé entre les États-Unis et la Bolivie garantissant ainsi l'immunité absolue aux ressortissants américains et à d'autres citoyens accusés de crimes contre l'humanité. ☉

tions sociales qui a permis aux citoyens de s'impliquer dans la transformation des structures politiques et territoriales. Cela s'est fait par le biais d'une nouvelle constitution tenant compte de la réalité multiethnique en reconnaissant des autonomies régionales destinées à améliorer l'administration au niveau des communautés locales. Il faut également noter la présence croissante de députés indigènes au Parlement national ainsi que l'élection de l'intellectuel Aymara Victor Hugo Cardenas à la vice-présidence de la République de 1993 à 1998.

Sur le plan extérieur, la tournée internationale effectuée par Evo Morales avant d'être investi dans ses nouvelles fonctions de Président a rappelé à ses interlocuteurs que, dans des pays comme la Bolivie, les inégalités entre nationalités et les violations des droits humains ne seraient résolues que si les relations économiques et les investissements étrangers se déroulaient dans un cadre d'égalité et de respect juridique. Ses visites en Espagne, en France et à Bruxelles avaient ainsi pour objectif de se faire entendre des chefs d'État mais aussi et surtout de tenter d'obtenir l'engagement des entreprises européennes qui exploitent le gaz bolivien (Repsol, Total et Shell) d'accepter des relations économiques respectueuses et correctes.

Bref, le respect des droits humains dans toutes leurs dimensions semble désormais faire partie intégrante de la nouvelle culture politique bolivienne. ☉ **Alberto Zalles**

## L'INSOLITE

### ET IL TRANSFORMA LES FUSILS EN OUTILS

On connaît le «un euro pour un vaccin» (Unicef), mais connaissiez-vous le «25 livres pour une kalachnikov»? Non, il ne s'agit pas des soldes chez les armuriers, mais d'un programme de rachat d'armes mis au point par un collectif d'associations britanniques. Pour 25 livres, l'association rachète une arme et la donne à des villageois sierra léonais forgerons ou métallurgistes qui la transformera en outils agricoles : pioches, faucilles, haches, etc. Bien sûr, pour éviter toute tentation, les armes sont neutralisées par les forces de maintien de la paix de l'ONU avant d'être livrées. [www.goodgifts.org](http://www.goodgifts.org) ☉ (Tiré de *Courrier International*)

### BAGDAD AU BOUT DU CHEMIN

Sorti pour Noël aux États-Unis, un jeu de société pour le moins original : *La bataille pour Bagdad, le combat de la liberté*. De quoi passer des soirées palpitantes. En effet, le jeu consiste à entrer dans la capitale irakienne avec le maximum de soldats vivants, après avoir réussi à franchir une chevauchée militaire semée d'embûches! Chaque joueur dispose initialement de 3 000 hommes massés aux frontières du pays. Ses effectifs augmentent ou diminuent selon la pioche. La carte «Honte» par exemple, qui représente un soldat américain tenant un irakien en laisse, vous fait perdre 100 hommes. Ce jeu a provoqué un tollé aux États-Unis. ☉ (Tiré de *Courrier International*)



Menottes pour pieds et mains, Camp Delta, Guantanamo Bay © AFP

## PAROLES

# PAROLES DE GUANTÁNAMO

En janvier 2002, dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, l'administration américaine ouvrait un camp de détention «hors la loi» sur la base de Guantánamo Bay (Cuba) et y incarcérait sans la moindre inculpation plusieurs centaines de personnes (capturées en Afghanistan ou ailleurs) soupçonnées d'appartenir à la mouvance terroriste d'Al-Qaïda.



Il lui a écrasé le visage sur le sol en béton... Il y avait du sang partout. Ils l'ont fait sortir de la cellule et l'ont nettoyée avec un jet d'eau.

L'eau est devenue rouge de sang. On l'a tous vu. L'homme qui tenait le bouclier l'a jeté par terre, a enlevé son casque et, une fois la porte refermée, a couru et s'est laissé tomber à genoux sur le dos de Jumah, pile entre ses omoplates, de tout son poids. Il devait peser près de 120 kilos.»

Voilà le témoignage d'anciens détenus de Guantánamo à propos des tortures infligées à Jumah al Dossari, ressortissant du Bahreïn, arrêté au Pakistan fin 2001, détenu pendant près de deux semaines à la base aérienne de Kandahar et transféré en janvier 2002 à Guantánamo. Depuis mai 2004, il est incarcéré au camp V, conçu selon le modèle des prisons de très haute sécurité aux États-Unis.

Né quant à lui en Éthiopie, Benyam Mohammed al Habashi, âgé de 27 ans, a obtenu l'asile au Royaume-Uni en 1994. Il y a vécu pendant sept ans avant de fuir la tentation de la drogue. Le 10 avril 2002, il a été arrêté au Pakistan avant d'être remis à des officiels américains et transféré pendant 18 mois au... Maroc. Un de ses gardiens marocains serait entré dans sa cellule accompagné de trois autres

gardiens. «L'un d'eux a saisi mon pénis et commencé à y faire des coupures. Il l'a fait une fois et pendant environ une minute, ils ont observé ma réaction. C'était atroce, je pleurais... Ils ont recommencé, 20 ou 30 fois. Il y avait du sang partout.» Alors qu'il demandait à un gardien la raison de ces tortures, ce dernier aurait répondu : «C'est simplement pour te rabaisser; quand tu quitteras cet endroit, tu garderas les cicatrices et tu ne pourras jamais oublier. Tu n'oseras jamais agir contre la volonté des États-Unis.»

«Ils me posaient des questions. Je répondais telle chose; ils disaient que je mentais. Je répondais autre chose; ils disaient que je mentais. Je n'ai jamais réussi à savoir ce qu'ils attendaient de moi.»

Emmené à la base aérienne de Bagram, il a enfin été transféré à Guantánamo le 19 septembre 2004. En juillet 2005, il a entamé une grève de la faim avec d'autres détenus. «[Nous demandons] seulement à la justice: traitez-nous, comme promis, conformément à la Convention de Genève... pendant notre détention. Inculpez-nous d'infractions reconnues par la loi, jugez-nous lors d'un procès équitable ou libérez-nous.» Il est toujours prisonnier à Guantánamo et, comme la plupart de ses codétenus, il ne dispose d'aucun recours devant une quelconque juridiction. ☉



# UGANDA: SAIGNEURS DE GUERRE

Depuis la chute du régime sanguinaire d'Idi Amin Dada en 1979, l'Ouganda ne fait plus parler de lui. Pourtant, ce pays reste un acteur majeur de la région des Grands Lacs et il n'a pas peu pesé dans le renversement du régime de Mobutu et la fin du Zaïre en 1994. Ce pays aux apparences de stabilité n'en est pas moins confronté à de sérieux problèmes internes. D'une part, la transition de l'Ouganda de Yoweri Museveni vers le multipartisme n'en finit pas de piétiner et les partis politiques d'opposition comme les défenseurs des droits humains et les journalistes doivent encore jongler avec les interdits à ne pas transgresser. Mais c'est sans doute sur le plan humanitaire que ce pays continue à payer un très lourd tribut. Depuis plusieurs années, le nord de l'Ouganda est le théâtre d'affrontements sanglants entre les forces gouvernementales et une rébellion armée, l'Armée de Résistance du Seigneur, qui ont provoqué la mort de 100 000 Ougandais et jeté sur les routes 1,7 millions de réfugiés. Retour sur un conflit oublié.



Une habitante du nord de l'Ouganda réfugiée à Lira dans un ancien centre culturel © AFP

## À QUAND LA PAIX EN OUGANDA ?

Depuis 1986, 100 000 personnes ont péri dans le conflit qui oppose l'armée ougandaise à l'Armée de Résistance du Seigneur, un mouvement constitué principalement d'enfants enlevés et contraints à se battre. Si la cruauté des rebelles terrorise la population civile du nord de l'Ouganda, de sérieuses questions se posent sur la volonté réelle du gouvernement ougandais d'aboutir à la paix.



Les rivalités politiques entre les différentes ethnies de l'Ouganda ainsi qu'entre le nord et le sud du pays sont des constantes depuis son indépendance, obtenue de la Grande-Bretagne en 1962. Des dirigeants issus du nord ou nord-ouest (Milton Obote et Idi Amin Dada) se sont tout d'abord succédé à la tête du pouvoir en usant de méthodes dictatoriales, voire extrêmement guerillères. Lorsque le mouvement de guérilla dirigé par Yoweri Museveni renverse Milton Obote en 1986, il s'agit de la première personne non issue des provinces du nord qui accède à la présidence, Museveni, qui est encore à l'heure actuelle président de l'Ouganda, étant originaire du sud-ouest. Plusieurs mouvements armés animés par des leaders du nord se sont

opposés à Museveni depuis 1986, mais sans réellement parvenir à le menacer. Le dernier d'entre eux est l'Armée de Résistance du Seigneur (en anglais *Lord's Resistance Army*, LRA), menée par un chef mystique, Joseph Kony. Dès le début, les rebelles de la LRA se sont distingués par de graves exactions à l'encontre de la population civile du nord de l'Ouganda. Vingt ans plus tard, rien n'a changé : la LRA n'a pas dépassé le stade de mouvement de guérilla et elle impose toujours la terreur aux habitants. Ses effectifs se composent à 80 % de personnes enlevées et forcées de se battre aux côtés de leurs bourreaux sous peine d'être massacrées. Une grande partie des combattants sont des enfants, certains ont à peine 11 ou 12 ans (voir article

page 8). Les rebelles ont édicté leurs règles : toute personne qui révèle leur présence à l'armée ougandaise est torturée à mort ou a les lèvres coupées, parfois percées d'un cadenas pour « punir » la bouche par laquelle les informations ont été transmises. Le paysan qui refuse de leur donner sa récolte ou le rebelle qui déserte est massacré ainsi que sa famille. Durant plusieurs années, Joseph Kony avait également décidé que toute personne circulant à vélo ou à moto dans le nord de l'Ouganda aurait une main ou un pied amputé si elle est découverte par les rebelles, car ces moyens de locomotion permettent de prévenir plus rapidement des soldats de l'armée nationale en cas de mouvement de la LRA (ces punitions par amputation sont toutefois devenues moins fréquentes ces derniers mois).

La LRA a longtemps pu bénéficier du soutien du gouvernement du Soudan, ce dernier accusant de son côté l'Ouganda de soutenir l'APLS (Armée populaire de Libération du Soudan), une rébellion sudiste opposée au pouvoir central de Khartoum<sup>(1)</sup>. Les soldats de Joseph Kony pouvaient ainsi commettre leurs exactions dans le nord de l'Ouganda et se réfugier ensuite dans leurs bases du Sud-Soudan. Un accord a toutefois été conclu entre l'Ouganda et le Soudan en 1999 afin que les deux pays ne soutiennent plus leurs mouvements rebelles réciproques. L'armée ougandaise, l'UPDF<sup>(2)</sup>, a ainsi reçu l'autorisation de Khartoum de pénétrer sur le territoire du sud Soudan (une zone que Khartoum ne contrôle pas) pour y combattre les rebelles de la LRA.

### COUP DE POING DANS L'EAU

L'UPDF a déclenché l'opération *Iron Fist* (« Poing de fer ») en 2002 : 10 000 soldats gouvernementaux ont été déployés dans le sud du Soudan pour éradiquer la LRA. Affaiblis, délogés de leurs bases, les rebelles de Joseph Kony se sont dispersés : une partie est allée se cacher ailleurs au Soudan, accentuant ses pillages contre la population soudanaise et provoquant le déplacement de milliers de familles soudanaises déjà très affectées par le conflit du Sud-Soudan. Une autre s'est repliée sur le nord de l'Ouganda et y a intensifié ses attaques contre les populations civiles et les unités de l'armée ougandaise. L'opération *Iron Fist* se soldait par un échec. « Nous n'avons pas les moyens de lutter seuls contre une guérilla répartie sur un si vaste territoire, reconnaît un porte-parole de l'UPDF basé à Gulu. Et puis, n'oubliez pas que nous avons en face de nous des rebelles qui ne sont généralement que des enfants ou des adolescents. Savez-vous ce que ressent un soldat quand il découvre qu'il a abattu des enfants de 12 ou 13 ans ? ».

### Créer un État basé sur... les Dix Commandements

Depuis la conclusion de l'accord entre Kampala et Khartoum, la LRA n'a donc plus de base sûre où elle peut se réfugier. Ses unités circulent dans les brousses de la région (Ouganda, Soudan et jusqu'en République démocratique du Congo), elles évitent d'emprunter les routes car celles-ci sont mieux gardées par les forces gouvernementales, mais elles continuent à commettre les pires atrocités partout où elles passent. Les mobiles de Kony ne sont plus très clairs : son rêve demeure le renversement du président Museveni, mais même ses plus fidèles lieutenants se rendent compte qu'ils ne seront jamais de taille à atteindre cet objectif, surtout depuis la fin (sur papier en tout cas) du soutien soudanais.

Afin de séduire la majorité chrétienne de la population ougandaise, Kony a souvent affirmé que la LRA avait pour but la création d'un État basé sur les Dix Commandements de la Bible, mais il n'a jamais été crédible à ce sujet vu que ses rebelles n'ont cessé de violer massivement lesdits Commandements. La motivation profonde de Kony est peut-être finalement la fuite en avant : il sait que lui-même ne bénéficiera sans doute jamais de l'amnistie offerte par le gouvernement ougandais aux rebelles qui déposent les armes. Il sait aussi que la Cour pénale internationale (CPI) l'a inculpé, lui et quatre autres dirigeants de la LRA, de crimes de guerre et contre l'humanité.

Beaucoup d'observateurs se demandent s'il existe une véritable volonté politique du gouvernement ougandais de mettre un terme au conflit dans le nord du pays. Le président Museveni n'a cessé de privilégier la piste militaire pour résoudre la question, sans jamais parvenir à se rendre maître de la situation. Les quelques tentatives de dialogue entre le gouvernement ougandais et la LRA ont toujours échoué, en partie à cause des combats qui se poursuivaient durant les discussions censées mener à la paix. L'amnistie proposée aux rebelles qui se rendent à l'armée gouvernementale n'a séduit qu'une petite minorité de combattants de la LRA, en raison notamment des répressions impitoyables opérées par les responsables du mouvement rebelle à l'encontre des déserteurs et de leurs proches.

### À QUI PROFITE CETTE GUERRE ?

Le gouvernement ougandais ne ressent pas de grande pression en faveur d'un règlement rapide du conflit de la part des habitants du sud du pays, et notamment de la capitale, Kampala, car le conflit est localisé dans les régions du nord. « Il est facile d'ignorer cette guerre car elle a lieu loin, dans des endroits qui ne soutiennent pas beaucoup Museveni. Cela ne



Le président ougandais Yoweri Museveni accueille Robert Mugabe, son homologue du Zimbabwe, sur le tarmac de l'aéroport international d'Entebbe (Kampala), janvier 2006 © AFP

## MUGABE, MUSEVENI : MÊME COMBAT ?

**D**es élections présidentielles devraient se tenir le mois prochain en Ouganda. Vingt ans après son arrivée au pouvoir, le président Museveni ne recule devant rien pour s'assurer la victoire. Il s'attelle depuis quelques mois à contrôler l'information, par exemple en engageant des poursuites judiciaires contre les journalistes qui critiquent ouvertement ses méthodes ou en menaçant de fermeture les médias qui contiennent des publicités pour l'opposition. Le chef de cette opposition, Kiiza Besigye, a, quant à lui, été emprisonné le 14 novembre 2005 sous des accusations de trahison et de viol, puis relâché sous caution début 2006.

Les violations des droits humains commises par le gouvernement de Museveni lui ont valu une suspension de l'aide de la part de plusieurs pays européens, dont le Royaume-Uni, l'ancienne puissance colonisatrice de l'Ouganda. Museveni, perçu en Occident au début des années 90 comme l'incarnation du nouveau type de président africain, donne maintenant la piètre image du despote à la recherche du pouvoir à vie. © S. G.



Ⓢ  
Morris Ojok, 28 ans, a refusé de collaborer avec la LRA. Il a eu les lèvres découpées et quatre doigts sectionnés. Il est soigné à l'hôpital de Lacor, près de Gulu  
© AFP

dérange pas vraiment le sud, où la vie continue comme s'il n'y avait pas de guerre dans ce pays», observe Paul Omach, maître de conférences à la faculté de sciences sociales de l'Université Makerere (Kampala). La guerre est par contre un prétexte tout trouvé pour justifier l'incapacité du gouvernement ougandais à sortir son peuple de la misère. D'autre part, selon de nombreux analystes, certains hauts gradés de l'armée ougandaise n'auraient pas intérêt à voir cette guerre s'arrêter car elle leur permet de détourner à leur profit une partie des gros budgets alloués par le gouvernement à la lutte contre la LRA. Des soldats ougandais stationnés dans le Nord ne reçoivent pas toujours leurs paies en raison de ces détournements, ils s'en prennent dès lors aux populations civiles pour compenser ces pertes.

La grande victime de ce conflit vieux de vingt ans est la population des provinces du nord, prise entre deux feux : d'un côté, les rebelles sont des ennemis cruels qui les terrorisent sans merci, mais de l'autre, 80 % des combattants de la LRA ont été enrôlés de force suite à des enlèvements, ce sont des gens de la région, parfois de la même famille. «Si je suis le parent d'un enfant qui a été enlevé et endoctriné pour être combattant de la LRA, je ne soutiens pas les activités des rebelles, mais il peut m'arriver d'en être un sympathisant ponctuel : si mon enfant me rend visite, je lui dirai de faire attention à telle ou telle route, de ne pas aller ici ou là car il y a des soldats de l'armée ougandaise. La LRA peut recueillir de précieuses informations par ce biais, explique Philip Lutara, coordinateur de l'ONG Concerned Parents Association<sup>(3)</sup> pour le district de Gulu, au Nord de l'Ouganda. Des espions de la LRA sont également intégrés à la population, ils soutiennent les rebelles en échange de sommes d'argent ou pour des raisons politiques».

L'immense majorité des habitants du Nord de l'Ouganda n'ont cependant qu'un seul espoir : la paix, une paix qui leur permettrait de quitter les camps de personnes déplacées où ils sont entassés et de reconstruire une vie «normale». Rien n'indique que ce sera pour bientôt. Ⓢ **Samuel Grumiau**

(1) Le 31 décembre 2004, l'APLS (sudiste, chrétienne et animiste) et le gouvernement soudanais (nordiste, islamique et arabe) signaient un accord de paix, fragilisé le 1<sup>er</sup> août 2005 par la mort du dirigeant sudiste, John Garrang, dans un accident d'avion aux circonstances non encore élucidées.

(2) Uganda People's Defense Force (Force de Défense du Peuple ougandais)

(3) Une ONG formée par des parents d'enfants enlevés par la LRA. Son objectif est de soutenir la population du nord et de promouvoir la paix (site : <http://cpauganda.8m.net/about.html>)

## LA LOI DU SILENCE

**Avoir un proche employé par le gouvernement, ne pas répondre correctement à une question, informer l'armée ougandaise d'une attaque imminente..., ce ne sont pas les prétextes qui manquent à la LRA pour torturer les habitants du nord. L'ablation des lèvres est l'une des mutilations les plus fréquentes.**

**H**ellen Lanyom avait 51 ans lorsque cette nuit de 1995, sept soldats de la LRA se sont introduits dans sa hutte, située dans un village à 28 km de Gulu. Elle s'y trouvait avec sa sœur et deux de ses frères. Les rebelles ont exigé qu'ils leur indiquent où se trouvait un troisième frère, enrôlé dans l'armée ougandaise. «Nous avons répondu que nous ne savions pas s'il était soldat du gouvernement, ni où il se trouvait. Ils nous ont dit : "Si vous ne parlez pas ce soir, vous allez voir ce qu'il va vous arriver". Ils ont tué mes deux frères devant nous. C'était horrible, je les ai vus se faire massacrer à la hache. J'ai commencé à trembler de tout mon corps. Les aînés des rebelles ont alors demandé à deux jeunes miliciens de prendre un couteau et de me couper les lèvres ainsi que celles de ma sœur. L'un avait environ 18 ans et l'autre 12 ans. Je me suis débattue car je savais ce qu'ils allaient faire, mais ils m'ont lié les mains avant de me couper les lèvres. Le plus jeune des cadets a eu quelques instants d'hésitation avant de me les couper, mais les autres l'encourageaient : "vas-y, vas-y, coupe lui les lèvres!". Après ce supplice, je me suis évanouie». Consciente que ces deux jeunes rebelles ne l'ont pas mutilée de leur plein gré, Hellen ne leur en veut pas personnellement. Elle vit désormais à quelques kilomètres de Gulu, sur un petit terrain où elle peut cultiver quelques légumes, mais n'est guère plus en sécurité qu'avant. «Des rebelles m'ont encore attaquée il y a deux ans, explique-t-elle. Ils m'ont obligée à les suivre en portant ma petite fille dans les bras. Lorsqu'ils ont rejoint leur commandant et que celui-ci a vu mon état, il leur a dit : "Pourquoi avez-vous amené cette femme ici? N'a-t-elle pas déjà assez souffert?" Il leur a ordonné de me ramener à la maison. J'étais tellement effrayée que j'ai préféré passer la nuit dans la brousse. Je reste très inquiète car ils peuvent nous attaquer à tout moment. La nuit, mes petits-enfants vont dormir dans le centre de Gulu, ce qui n'empêche pas que les rebelles pourraient aussi venir de jour». Ⓢ **S. G.**

# 25 000 ENFANCES VOLÉES

La LRA se compose principalement d'enfants enlevés dans le nord de l'Ouganda. Contraints à se battre contre l'armée ougandaise et à commettre les pires exactions contre leurs propres communautés, certains parviennent à s'échapper ou sont capturés par les forces gouvernementales. Leur retour à une vie normale passe par des centres de réhabilitation.

**D**epuis le début du conflit, 25 000 enfants ont été enlevés par la LRA, dont plus de la moitié depuis juin 2002. Parmi eux, 7 500 sont des filles. Si les garçons sont cantonnés à être porteurs et combattants, les filles sont contraintes d'être de petites servantes qui, à l'âge de la puberté, sont promises aux commandants rebelles (et contraintes de leur servir d'esclaves sexuelles). Selon Amnesty, elles sont un millier à avoir conçu un enfant durant leur captivité. Comme les garçons, les filles subissent un entraînement militaire et participent à certains raids, souvent comme porteuses de butin. Tous ces enfants soldats apprennent à se servir d'une arme à feu, même si les attaques de la LRA sont souvent menées avec de simples machettes, des haches, des couteaux, etc.

Les enfants sont prévenus dès leur enlèvement : ceux qui sont trop faibles, qui ne savent pas marcher rapidement ou qui tentent de s'échapper sont tués cruellement. «Ils nous disaient que si nous essayions de nous enfuir, ils nous massacreraient», explique William, un garçon de 13 ans enlevé en 2002 par la LRA et libéré en 2004 suite à une attaque de l'armée ougandaise. «Un de mes amis s'était échappé, mais il a été retrouvé et tué sur le champ à coups de machette, j'en ai été témoin. Il avait environ 8 ans».

La LRA contraint également ses jeunes combattants à commettre des atrocités auprès de leurs camarades ou lors des attaques contre les civils. «Ils appellent ça l'initiation. Les commandants de la LRA disent de ne pas gaspiller les balles, ils doivent utiliser machettes, bâtons,... C'est déjà très traumatisant de voir

un être humain mis à mort, mais c'est encore pire ici : ça dure très longtemps de tuer quelqu'un à coups de bâtons», souligne Rose Nyakato, coordinatrice de la Trans-cultural Psychosocial Organization, une ONG du district de Lira soutenue par l'UNICEF. L'un des aspects les plus traumatisants de ces atrocités est que les enfants sont souvent contraints de les commettre à l'encontre de proches. Le but est de les déshumaniser, d'ancren en eux la certitude qu'après avoir commis de telles horreurs, ils ne pourront plus jamais rentrer chez eux, même s'ils désertent. «De nombreux enfants enlevés sont ensuite utilisés comme guides pour aller dans leurs villages, et là ils sont contraints de tuer un parent, un ami, un voisin... Certains n'ont que 11 ou 12 ans lorsqu'ils sont contraints à perpétrer ces atrocités».

## ENDOCTRINEMENT

Les enfants enlevés par la LRA subissent un lavage de cerveau lorsqu'ils arrivent dans les camps rebelles. Joseph Kony se présente comme un médiateur spirituel et impose toute une série de rites de sorcellerie à ses combattants. «Ici, beaucoup de gens croient aux esprits, la LRA utilise ces croyances en affirmant qu'un Esprit guide son chef, Joseph Kony», explique Daniel Okello, directeur du centre de réhabilitation pour ex-enfants soldats Rachele, à Lira (voir plus bas). Les commandants rebelles expliquent aux enfants que l'Esprit sait s'ils ont l'intention de s'échapper. Les rebelles peuvent attraper un des leurs sans raison apparente et le tuer face aux autres en affirmant que l'Esprit savait que celui-là projetait de s'échapper ! Le but de ces mensonges est bien sûr d'effrayer les

## L'ENFER EN TRAVERS DE LA GORGE

Jacqueline Ajok a 17 ans. Enlevée à l'âge de 8 ans, son histoire est typique des atrocités vécues par les 25 000 enfants enrôlés de force dans la LRA depuis 1986. Battue, offerte comme épouse à un commandant, elle ne doit sa liberté qu'à un combat perdu par les rebelles contre l'armée ougandaise, qui l'a ramenée parmi les siens. Un fragment d'obus est logé dans son larynx depuis ce combat, c'est donc en chuchotant qu'elle nous raconte son parcours.

**«**J'étais âgée de 8 ans lorsque j'ai été enlevée le 15 juin 1996. Ce jour-là, j'avais accompagné mes parents qui étaient partis travailler la terre, mais ils m'ont demandé de rentrer chez nous pour préparer le repas de midi. Lorsque je suis arrivée, beaucoup de rebelles occupaient notre village. Ils m'ont immédiatement enlevée avec cinq autres personnes, dont deux de mes cousins (l'un d'eux est tombé plus tard, dans un combat). Ils m'ont directement donné une lourde charge et j'ai dû les suivre sur la route du Soudan. En raison de cette longue marche sans chaussures, mes pieds et mes jambes étaient blessés, et les rebelles me frappaient parce que je n'avais pas assez rapidement. Ça nous a pris cinq jours pour atteindre un grand camp de la LRA, au Soudan. Là, il y avait beaucoup de personnes enlevées et très peu de nourriture. Dès que mes blessures se sont un peu guéries, j'ai été désignée pour accompagner des rebelles qui pillaient la population soudanaise pour trouver de la nourriture. Mon rôle était de rester à l'arrière et de porter la nourriture volée. Nous menions des raids tous les jours, au Soudan ou dans le district de Kitgum, dans le nord de l'Ouganda.

À 14 ans, j'ai été offerte à un commandant rebelle. Il avait déjà 40 ans et cinq épouses, dont deux avaient eu des enfants. Je devais accepter d'être son épouse car je craignais d'être tuée en cas de refus. Il me battait presque tous les jours. Il m'a contrainte à des relations sexuelles et je suis tombée enceinte en 2003, à l'âge de 15 ans. Je devais malgré tout continuer à accompagner les rebelles dans leurs attaques, sinon j'étais battue. C'est ainsi que j'ai accouché seule, dans la brousse, alors que mon unité avançait depuis plusieurs jours à marche

forcée pour échapper aux forces gouvernementales ougandaises qui nous traquaient. Les autres rebelles ne m'ont quasiment pas laissé de temps pour me remettre et nous avons repris notre marche. Il a fallu deux jours avant de trouver un endroit où nous reposer quelques heures et donner le premier bain au bébé. C'était en mai 2004.

Trois mois après mon accouchement, mon unité a été attaquée par l'armée ougandaise alors que nous nous trouvions dans une clairière du nord de l'Ouganda. Les soldats gouvernementaux étaient appuyés par l'aviation qui ne cessait de nous bombarder. Une autre fille enlevée par la LRA se cachait tout près de moi, mais, prise de panique, elle s'est dressée et a été fauchée par une bombe. Elle n'avait que 10 ans. L'explosion l'a tuée sur le coup. Je m'étais recroquevillée dans les herbes en protégeant mon bébé, mais l'un des fragments de cette bombe a pénétré dans ma gorge. J'ai commencé à saigner abondamment, à avaler mon sang et à le vomir. À la fin du combat, quasiment tous les rebelles de mon unité étaient tués. Les militaires ougandais m'ont découverte dans l'herbe et m'ont amenée à l'hôpital de Kitgum où l'on a soigné ma blessure mais sans pouvoir extraire le fragment de bombe logé dans mon larynx. J'ai ensuite été confiée avec mon bébé au centre de réhabilitation de l'ONG World Vision, à Gulu.

Mon rêve serait de trouver un hôpital qui puisse m'ôter ce fragment d'obus et de pouvoir commencer une petite activité pour gagner de l'argent. Comme la LRA m'a enlevée à l'âge de 8 ans, je ne suis jamais allée à l'école, mais je voudrais vendre de petites choses pour survivre tout en restant avec mon enfant chez mes parents». **Propos recueillis par Samuel Grumiau**



Jacqueline Ajok et son bébé dans un centre d'accueil © S.Grumiau



enfants soldats, de les isoler de ce qui se passe à l'extérieur. Parfois, les commandants de la LRA disent aussi que dès que vous avez mangé de leur nourriture, c'est trop tard, ils retrouveront et tueront les déserteurs car ceux-ci ont déjà avalé de la nourriture fournie par les esprits». Kony organise aussi des cérémonies traditionnelles «d'initiation» pendant lesquelles le corps des enfants récemment enlevés est enduit d'huile bizarre. Il promet à ses soldats une protection contre les balles des ennemis en les aspergeant d'une «eau magique».

Malgré cet endoctrinement, des centaines de combattants de la LRA quittent chaque année les rangs rebelles pour retrouver la vie civile. Certains désertent car ils sont attirés par l'amnistie offerte par le gouvernement ougandais aux rebelles qui se rendent. D'autres sont capturés lors des combats entre LRA et l'armée ougandaise. Quelques-uns sont relâchés par des unités de la LRA lorsqu'ils n'avancent pas assez vite, avec beaucoup de chance, car le traitement généralement réservé par les rebelles aux plus faibles est d'être massacrés face aux autres. Pour tous, le retour à la vie civile est difficile : en plus des traumatismes, ils vivent dans la crainte qu'eux-mêmes ou leurs proches soient retrouvés par la LRA et systématiquement massacrés. Ils craignent aussi d'être rejetés par leurs communautés en raison des nombreuses atrocités commises par les rebelles dont ils ont fait partie.

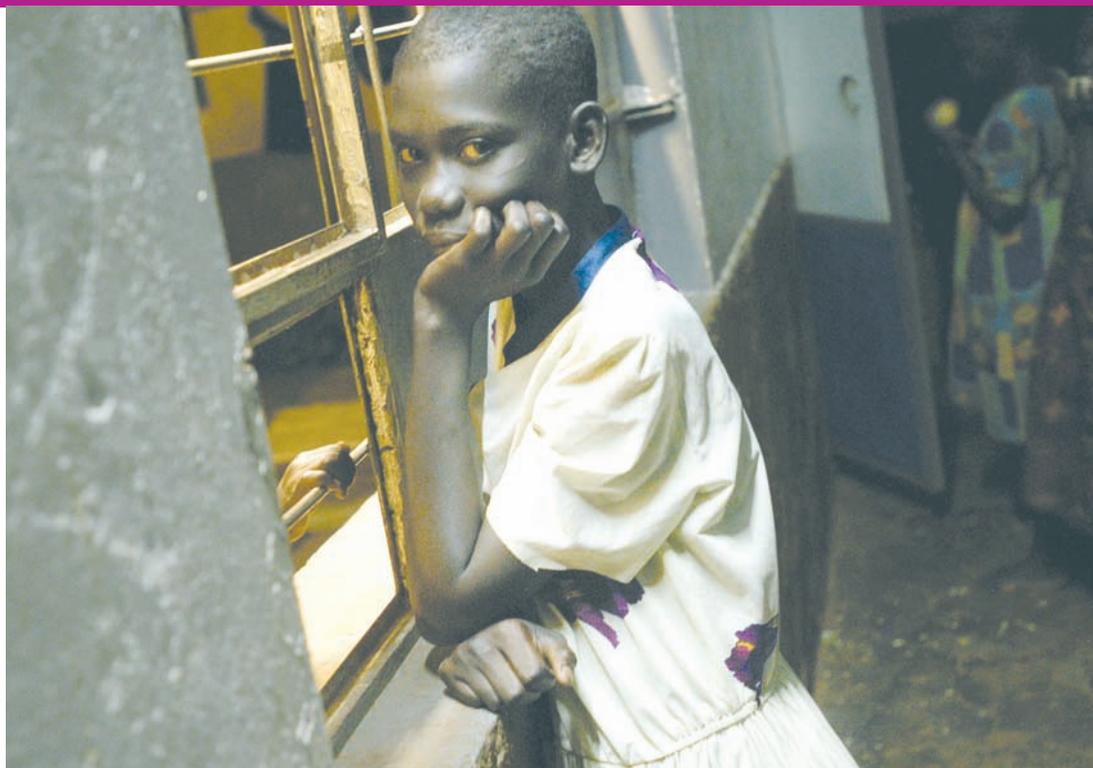
### DES FONDS BELGES POUR AIDER LES EX-ENFANTS SOLDATS

Les ex-enfants soldats de la LRA passent généralement plusieurs semaines dans des centres de réhabilitation gérés par des organisations non gouvernementales avant de rentrer dans leurs communautés. Ils y reçoivent des soins médicaux complémentaires à ceux des hôpitaux et un suivi psychologique qui les prépare à leur retour. Une journaliste belge, Els De Temmerman, est à la base de la création d'un tel centre dans la ville de Lira, le centre Rachele, grâce au soutien financier du gouvernement belge. Des centaines d'enfants enlevés par la LRA y retrouvent les sensations de la vie normale. «Lorsque les nouveaux arrivent dans le centre, ils reconnaissent parfois des enfants qui étaient leurs compagnons d'infortune dans la LRA, explique le directeur de Rachele, Daniel Okello. C'est comme une résurrection car souvent, les commandants d'un enfant soldat qui disparaît disent aux autres qu'il a été tué. J'ai ainsi connu une fille de 11 ans bouleversée de retrouver un ancien ami car les rebelles lui avaient montré un cadavre très mutilé en lui disant que c'était celui de son ami».

Les ex-enfants soldats reçoivent quelques petits cadeaux en arrivant à Rachele (couvertures, vêtements, brosse à dents,...), ensuite ils participent à une petite cérémonie de bienvenue au cours de laquelle les habits qu'ils portaient sous la LRA sont brûlés. «Nous créons ainsi une séparation entre la vie en captivité et la nouvelle vie dans le centre, qui est le début d'une réintégration dans la communauté», souligne Daniel Okello. Ces vêtements sont généralement sales, déchirés, malodorants, et dans quasi tous les cas, ils ont été volés dans les communautés. Il serait malheureux qu'un habitant reconnaisse ses vêtements et soupçonne l'enfant de les lui avoir volés. Avant de brûler ces habits, nous expliquons bien sûr à l'enfant pourquoi nous le faisons, sans quoi l'enfant pourrait nous en vouloir car dans la brousse, il lui était extrêmement difficile d'obtenir des habits : il fallait faire un raid dans un village pour en voler, risquer sa vie. Aucun enfant ne refuse de brûler les habits qu'il portait sous la LRA».

Les enfants passent ensuite plusieurs semaines dans le centre. Ils participent à des activités de jeux, de danse, à des petits débats sur ce qu'ils ont vécu, etc. Chaque enfant est confié à un conseiller chargé de le suivre plus particulièrement et de mesurer son évolution. Comme la plupart ne sont que très peu ou pas du tout allés à l'école, des cours d'alphabétisation sont donnés, tout comme quelques cours de base pour leur donner une chance de suivre une formation professionnelle ou une nouvelle scolarité. «Parfois, nous les invitons à rencontrer des enfants aveugles ou sourds du district de Lira. Cela les aide à comprendre que différentes personnes passent par différentes difficultés, qu'il y a moyen de s'en sortir malgré ce qu'ils ont vécu à condition de vouloir aller de l'avant».

Parallèlement au suivi des enfants, les centres préparent le terrain dans les communautés afin que les ex-enfants soldats soient bien accueillis à leur retour. Chaque clan a sa manière de composer avec ce retour, de pardonner les atrocités que l'enfant a pu devoir commettre contre sa volonté, parfois dans sa propre famille. Le plus difficile est de réintégrer dans leurs communautés les filles qui ont eu un enfant suite aux viols subis durant leur captivité : le père de l'enfant est généralement un commandant de la LRA et il peut surgir à tout moment, profitant d'une amnistie ou lors d'une attaque des rebelles. La sécurité de toute une communauté peut se trouver menacée par la réintégration de la fille accompagnée de son enfant, ce qui peut mener à son rejet. © Samuel Grumiau



Ⓜ Une «migrante de la nuit» attend d'être admise dans un centre d'hébergement du nord de l'Ouganda. Gulu, octobre 2004 © AFP

## LES MIGRANTS DE LA NUIT

Chaque nuit, environ 30 000 enfants du nord de l'Ouganda fuient leur foyer à la recherche d'un endroit relativement sûr pour dormir, en ville ou dans des camps de personnes déplacées.

**A**ppelés «les migrants de la nuit», ces enfants ne retournent chez eux qu'au petit matin, puis refont le même trajet le soir suivant. Certains parcourent plusieurs kilomètres, le plus souvent sans la protection des adultes. Beaucoup finissent par échouer dans des églises, l'enceinte des hôpitaux ou les entrées de magasins. D'autres parviennent à atteindre des centres gérés par des ONG où ils reçoivent un endroit pour dormir, de l'eau potable et des soins de base. En chemin, tous ces enfants sont exposés à la violence physique, à l'exploitation sexuelle et au viol. Ces risques, ils sont contraints de les prendre s'ils veulent échapper aux attaques et aux enlèvements nocturnes perpétrés par la LRA. «Je quitte ma maison chaque soir vers 18h pour venir dormir dans une école de Gulu qui sert de dortoir la nuit, explique Patrick Arop, 13 ans. J'habite à deux kilomètres mais les rebelles de la LRA passent parfois dans cette région et mes parents craignent que je sois enlevé ou tué. Le matin, je repars chez moi vers 7h, je prends le petit déjeuner dans ma famille, puis je vais à l'école jusque 17h. Il ne me reste alors plus qu'une heure pour prendre le repas du soir, aider ma mère et ensuite retrouver mon refuge de nuit. C'est très dur, surtout pendant la saison des pluies. Comme beaucoup d'enfants, je n'ai qu'un plastique pour me couvrir.»

Les centres d'accueil étant régulièrement débordés par l'afflux d'enfants, ils refusent que les adultes puissent eux aussi s'y réfugier la nuit. Pendant l'année scolaire, les contacts quotidiens entre parents et enfants se limitent donc à une heure ou deux, et ce dès le plus jeune âge. «Lorsque nous avons ouvert ce refuge, certains parents essayaient même de se décharger de leur responsabilité en disant à leurs enfants d'aller directement de l'école à ici et vice-versa, explique un responsable du centre d'accueil géré par MSF-Suisse dans la cour de l'hôpital Lacor de Gulu. Nous ne donnons pas de nourriture afin de ne pas créer un facteur d'attraction supplémentaire. Au travers de petits jeux ou de danses, nous essayons cependant de leur apprendre les gestes élémentaires de l'hygiène et de la santé».

Voir Uganda : Child «night commuters» (index AI : AFR 59/013/2005, disponible en anglais seulement) © S. G.



Distribution de denrées alimentaires dans un camp de déplacés à Lira.  
© S. Grumiau

## LE NORD DÉPLACÉ

La quasi-totalité de la population rurale du nord de l'Ouganda doit se résoudre à habiter dans des camps de personnes déplacées pour se protéger des attaques rebelles. Les conditions de vie dans ces camps surpeuplés font voler en éclats les valeurs traditionnelles.

**L**a terreur imposée par la LRA dans le nord de l'Ouganda a contraint environ 1,7 millions de personnes (90 % de la population de ces provinces) à se réfugier dans des camps de personnes déplacées. Plus de 200 camps existent à l'heure actuelle. Ces camps sont censés être protégés par l'armée ougandaise mais leur taille empêche toute surveillance efficace, même si les attaques sont moins fréquentes que dans les régions reculées et isolées.

L'existence de ces camps révèle celle d'un gigantesque drame humanitaire dans le nord de l'Ouganda. Les habitants y sont entassés dans de minuscules huttes manquant de tout ; les efforts du gouvernement et des ONG pour y ouvrir un minimum d'écoles et de dispensaires ne suffisent pas ; de longues queues se forment chaque jour devant les quelques pompes à eau pour remplir un ou deux jerricanes par famille. Avant l'exode, la grande majorité des déplacés assuraient leur subsistance grâce à la culture de leurs terres, mais celles-ci sont désormais laissées à l'abandon car elle sont situées trop loin des camps, dans des zones non sécurisées. Ils doivent maintenant compter sur les distributions de sacs de nourriture régulièrement effectuées par le PAM (Programme alimentaire mondial des Nations unies), avec le soutien financier de gouvernements étrangers parmi lesquels on compte celui de la Belgique. Les convois du PAM doivent être escortés par l'armée ougandaise pour ne pas être attaqués par les rebelles de la LRA tout aussi affamés que la population qu'ils terrorisent.

### PAS DE CULTURE DE MAÏS POUR ÉVITER LES CACHETTES

En moyenne, 60 % des besoins nutritifs de la population des camps sont rencontrés par les distributions alimentaires du PAM. Les déplacés sont supposés se procurer le reste ailleurs. Or, l'armée ougandaise

limite les possibilités de cultiver les terres situées autour des camps parce qu'elle ne peut y assurer la sécurité et que certaines cultures, comme le maïs, peuvent fournir d'excellentes cachettes aux rebelles. La malnutrition sévit donc ci et là dans les camps, d'autant que la qualité de l'eau et des soins médicaux est loin d'être optimale. Agences humanitaires et gouvernement ougandais font de leur mieux pour parer au plus urgent, mais assurer pour de longues années une alimentation équilibrée à 1,7 millions de personnes déplacées dans une zone en guerre est un défi extrêmement difficile à relever.

Loin de leurs villages, sans travail, mélangées entre clans et tribus de divers horizons, les déplacés voient leurs codes traditionnels se déstructurer. Les liens familiaux sont mis à rude épreuve. « Comme les gens s'ennuient dans ces camps où règne le désœuvrement, beaucoup se mettent à consommer de plus en plus d'alcool, explique Rose Nyakato, coordinatrice de la Transcultural Psychosocial Organization, une ONG du district de Lira soutenue par l'UNICEF. De nombreux maris passent leurs journées à boire, se montrent violents quand ils rentrent chez eux et se voient reprocher par leurs épouses de dépenser en alcool le peu d'argent dont ils disposent. Cela peut aussi mener à des relations extraconjugales car les hommes, après avoir bu, ont parfois des relations avec d'autres femmes, prostituées ou non. Les structures familiales se détériorent : l'épouse n'est pas heureuse, elle est agressive car son mari la trompe et ne ramène pas de nourriture à la maison... Cela crée un malaise chez les hommes car, si la culture de la région veut qu'il soit le chef de famille, son autorité est altérée par son comportement, lui-même lié à sa condition de personne déplacée. La prostitution des adolescentes se répand également dans les camps, tout comme les maternités précoces, en raison de l'irresponsabilité de certains parents qui demandent à leurs filles d'aller chercher de la nourriture pour la famille, ce qui, dans ce contexte, se traduit souvent par "va vendre ton corps". Je suis très inquiète pour cette génération. » © S. G.

## DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS RÉUNION D'INFORMATION

Au cours des prochaines années, et de manière à préparer une campagne de grande envergure, Amnesty International va s'engager dans l'action mondiale en faveur des droits économiques, sociaux et culturels (DESC).

Nous vous invitons à une réunion d'information sur ce thème. Le matin, Paul Löwenthal, ancien professeur d'économie à l'UCL, interviendra sur la dimension économique des DESC, suivi par Olivier De Schutter, professeur à la Faculté de Droit de l'UCL, qui abordera leur dimension juridique. L'après-midi sera consacré à des ateliers de travail et à un module «Amnesty et les DESC: pourquoi et comment?»

Le 25 février de 10 h à 16 h 30 à Amnesty, 9 rue Berckmans, 1060 Bruxelles. Contact : Karine Pflüger (desc@aibf.be)

## UNE NOUVELLE COORDINATION JEUNES

La Coordination Jeunes 18/25 d'AIBF recherche de jeunes francophones pour concevoir et animer des actions de défense des droits humains. Sa mission est de créer un réseau de jeunes Belges francophones sur les campus des universités, des hautes écoles et ailleurs, pour agir avec Amnesty. Il s'agit de rechercher et de former des étudiants-relais, de leur proposer des idées et des projets et d'organiser des rencontres avec de jeunes militants belges ou étrangers (notamment des pays du Sud).

Contact : Luc Goffinet (081 21 36 94 ou 081 72 50 38; luc.goffinet@fundp.ac.be)

## MARCHE DES FEMMES

À l'occasion de la Journée internationale de la Femme, le 8 mars, un collectif regroupant les associations féminines de Tournai organise la «Marche des Femmes». Il s'agit d'attirer l'attention sur la question des violences conjugales et de revendiquer un accueil efficace 24 heures sur 24 pour les femmes battues. Le cortège partira rue de Becquerelle, à Tournai devant le commissariat de police, dès 9 h 30, et passera en revue les lieux d'accueil et d'aide à Tournai, la fin du parcours étant prévue à 11 h 30.

Renseignements : AI Tournai : Anne-Marie Pastoret (069 22 96 48)

## OFFRES D'EMPLOI

Vous êtes concernés par les droits humains et vous souhaitez acquérir une expérience professionnelle enrichissante, devenez ambassadeurs d'Amnesty International en rejoignant nos équipes de recrutement :

### YÉKÉ :

Un travail de terrain où vous irez à la rencontre de la population : festivités, manifestations publiques, marchés, rues, gares, etc. Contrat à durée déterminée d'un mois, temps plein de 36h/semaine, travail éventuel le week-end (surtout le samedi), horaire en journée

### KYSÈ :

Un travail de Porte-à-Porte où vous irez à la rencontre de citoyens déjà sensibilisés par téléphone, à qui vous proposerez de soutenir concrètement notre organisation. Contrat à durée déterminée d'un mois, trois-quarts temps de 27h/semaine, travail le samedi, horaire en soirée

Profil : Grande capacité de communication, volonté d'accroître le nombre d'adhérents, esprit d'équipe, souci de ponctualité

Envoyez-nous votre CV ainsi qu'une lettre de motivation à l'attention de : Dounia Meliani, responsable Programme Recrutement, rue Berckmans, 9, 1060 Bruxelles, 02/543 79 84, 0497/41 90 73. Par e-mail : dmeliani@aibf.be

La comédienne Jacqueline Bir, Musée d'Art ancien, Salle Rubens, 10 décembre 2005 © Bruno Brioni



## VIOLENCES CONTRE LES FEMMES : LES VOIR EN PEINTURE

A l'occasion la Journée internationale des Droits de l'Homme, le 10 décembre 2005, Amnesty inaugurerait aux Musées d'Art ancien et d'Art moderne un «Parcours Amnesty»<sup>(1)</sup>. Une façon originale de déceler la violence contre les femmes au travers de tableaux. À découvrir jusqu'à la fin du mois de juin.

**H**aut-plafond, lumière tamisée, la salle Rubens répond à l'appel d'Amnesty. La puissance et les amplitudes des œuvres de Rubens ne font qu'attiser une sensation d'oppression. Car le sujet est grave : la violence faite aux femmes ! C'est dans cette salle que la comédienne Jacqueline Bir, accompagnée à la Harpe par Cécile Marichal, s'apprete à lire le poème *Violence* de Vincent Pachès. Le poème est marqué par des intermèdes du contre-ténor Dominique Corbiau qui interprète *Le Viol de Lucrece*.

Les trois artistes s'exposent face à une œuvre de Peter Paul Rubens, *Le Martyre de Saint-Liévin*, une immense toile de 4,5 m sur 3,5 où la violence semble parvenir à son paroxysme : la toile représente le martyr d'un saint dont la langue arrachée est sur le point d'être dévorée par un chien ! Tout un symbole.

De nombreuses personnalités du monde artistique ont répondu à l'appel d'Amnesty. Parmi ceux-ci, l'écrivain Pierre Mertens, qui me glisse à l'oreille : «quelle belle initiative que celle d'Amnesty International, n'est-ce pas ?» Intimidé, j'acquiesce. Quelques jours plus tard, il écrira un très beau texte<sup>(2)</sup> intitulé «C'est (surtout) la femme qu'on assassine.» L'écrivain entre dès le départ dans le vif du sujet : «La femme est l'avenir de l'homme, a prédit Aragon, dans un bon jour. Il devait voir juste puisque la voilà, plus que jamais, d'actualité...» À la fin il nous rappelle, à juste titre, de ne pas oublier Ingrid Betancourt<sup>(3)</sup>...

### L'ART VECTEUR

Dans son allocution, le directeur général des Musées Royaux des Beaux-Arts de Belgique, Michel Draguet, souligne que «l'œuvre d'art est devenue, au-delà de sa qualité artistique, un témoignage de ce qu'ont vécu des femmes ou des enfants par le passé... Des primitifs flamands à l'art du xx<sup>e</sup> siècle, on retrouve à la fois de la violence mais aussi la prise de conscience de cette violence». L'art, metteur en scène des droits humains et témoin attentif. Les interlocuteurs se succèdent devant la majestueuse toile de Rubens. Chaque mot claque comme un coup et à chaque fois nos yeux se noient dans le regard du martyr au bord de l'agonie. Michèle Cédric, l'ancienne journaliste de la RTBF et marraine de la campagne *Halte à la violence contre les femmes*, nous jette à la volée quelques chiffres : «En Espagne, il y a chaque semaine deux femmes qui meurent suite à des violences... Au Niger, une femme sur trois est violée... Selon le rapport du Fonds des Nations unies pour la Population, 600 millions de femmes sont analphabètes contre 320 millions d'hommes... Où que l'on soit, l'origine de cette violence contre les femmes, c'est toujours le refus d'égalité entre les femmes et les hommes». Et d'ajouter, dans un esprit d'égalité, de veiller à rester prudent pour «que cette domination masculine ne devienne pas une domination féminine. La vigilance est de rigueur...»

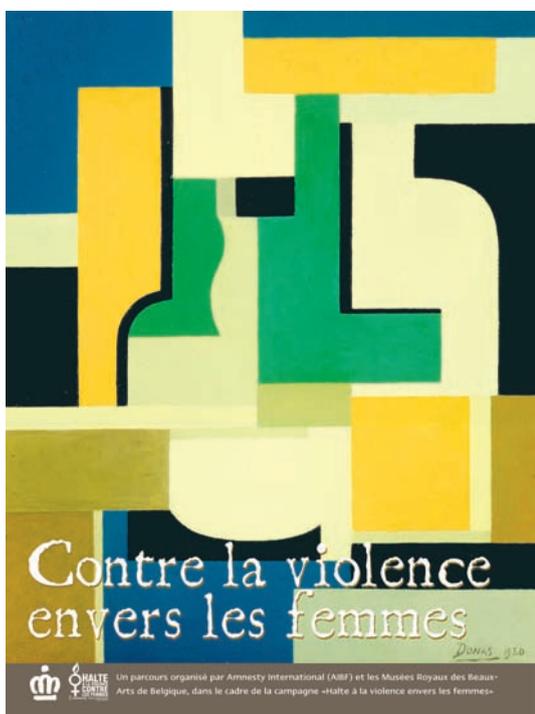
Il est temps pour Jacqueline Bir d'entrer en scène. Le visage grave et sévère, la comédienne s'installe derrière son pupitre face à un public dressé

# MOUVEMENT

au silence. D'une voix haute et grave, elle récite le poème *Violence*, ponctué par la voix aigue du contre-ténor. La douceur de la harpe éveille un souvenir de cinéma: *Artémisia*<sup>(4)</sup>, un film qui retrace la vie d'une des premières femmes peintres reconnues par l'Histoire. Histoire d'injustice et de révolte. Celle de peindre comme les hommes à une époque où il est interdit à une femme d'entrer à l'Académie. Quel outrage qu'une femme puisse imaginer peindre un modèle masculin nu! L'histoire de cette femme libre en fera l'égérie de mouvements féministes américains dans les années 70. Une reconnaissance trop tardive.

## TOUTE ŒUVRE EST LE REFLET D'UNE ÉPOQUE

Répartis sur plusieurs salles, les tableaux, douze dans la partie ancienne et cinq dans la partie moderne, ont été choisis en fonction de leur symbolique. Symbole de la violence à travers quatre catégories:



l'image de la femme, la violence dans la famille, la violence en milieu social et la violence dans la vie publique. Près du cocktail offert à cette occasion, Christine, membre d'Amnesty depuis plusieurs années, s'apprête à entamer le parcours, la brochure explicative à la main. «C'est une bonne idée de devoir déambuler dans le musée pour trouver ces tableaux et recevoir une explication de la violence qui se reflète dans ces œuvres», remarque-t-elle. Premier arrêt devant *Adam et Eve* de Lucas Cranach, peint après 1537. Alors qu'Adam est représenté comme quelqu'un de pudique et d'indécis cachant sa nudité, Eve est quant à elle représentée dans une position provocatrice ne cachant pas sa nudité. Pour Christine, les choses n'ont pas changé, «la femme est toujours perçue comme provocatrice dès qu'elle sort du sens commun, alors que l'homme jouit de plus de liberté!» Dans la partie moderne du musée, l'attention de Christine est attirée par *Les enfants sans âme*, une œuvre de 1964 réalisée par le peintre Wilfredo Lam. «Ce tableau m'intrigue par la violence des formes décharnées de ses personnages. Le peintre a vécu la guerre civile espagnole... Et comme l'indique la brochure, enfants victimes des guerres, des conflits fratricides... Qui est innocent? L'enfant peut être torturé devant sa mère pour lui extorquer des aveux. J'en ai froid dans le dos», s'indigne-t-elle...

Une autre manière d'apprécier la peinture, un regard plus approfondi sur sa signification implicite. «Prendre conscience de cette violence est un pas considérable vers une reconnaissance des droits des femmes», nous confie-t-elle. Avant de nous quitter. ☺

### Bruno Brioni

- (1) Le Parcours s'inscrit dans le cadre de la campagne mondiale d'Amnesty «Halte à la violence contre les femmes». Une brochure (voir ci-contre) est distribuée aux personnes qui font le parcours.
- (2) Le Soir, 16 décembre 2005.
- (3) Cette parlementaire colombienne a été enlevée par les Forces armées révolutionnaires de Colombie en 2002 (FARC).
- (4) Film réalisé en 1997 par Agnès Merlet sur la vie d'Artémisia Gentileschi (1593-1652). Avec Michel Serrault, Valentina Cervi et Miki Manojlovic.

## LES FORMATIONS 2006 TOUT UN PROGRAMME !



Cette année encore, nous vous offrons la possibilité de participer à des formations qui vous permettront de découvrir le travail d'Amnesty ou d'approfondir votre connaissance du mouvement.

Si vous venez de nous rejoindre en tant que membre, nous vous proposons notamment le module intitulé «Les bases d'Amnesty». Celui-ci vous donnera un bon aperçu général du travail de notre organisation. Il est offert plusieurs fois en soirée et le samedi en matinée dans les régions et à Bruxelles. Vous pourrez donc suivre cette formation près de chez vous!

Les autres modules proposés abordent des sujets comme la mission et le fonctionnement de l'organisation, les violences conjugales, le commerce des armes légères, la peine de mort, la sensibilisation des jeunes aux droits humains, etc.

Pour consulter le programme complet et vous inscrire, rendez-vous sur notre site web <http://www.amnestyinternational.be/doc/rubrique7.html> ou envoyez-nous un e-mail à : [formations@aibf.be](mailto:formations@aibf.be)

## VOICI LES FORMATIONS PRÉVUES AU COURS

### DU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2006 :

11/2	de 9 h 30 à 12 h 30	La mission d'Amnesty	BXL
11/2	de 13 h 30 à 16 h 30	Le fonctionnement d'Amnesty	BXL
16/2	de 19 h à 22 h	Les bases d'Amnesty	LLN
18/2	de 10 h à 16 h 30	Le commerce des armes	BXL
9/3	de 19 h à 22 h	Les bases d'Amnesty	BXL
11/3	de 10 h à 16 h 30	Le commerce des armes	Liège
16/3	de 18 h à 20 h 30	Les bases d'Amnesty	Liège
25/3	de 9 h 30 à 16 h 30	Sensibiliser les jeunes	BXL

Bientôt... Vous saurez tout sur le mouvement!

**Ingrid Betancourt Aung San Suu Kyi**

# Les VOIX de l'engagement

**13 février 2006 - Louvain-la-Neuve**

<p><b>13 h Rassemblement</b> de soutien aux otages colombiens et aux prisonniers birmans. <b>Grand-Place</b></p> <p><b>17 h Dire non à l'oubli</b> Paroles sur l'engagement avec Irène Jacob, Jérôme Kircher, Armand Delcampe, Eric De Staercke, Véronique Biefnot, Marie Van R., Luc et Jean-Pierre Dardenne, Benoît Mariage, Xavier Deutsch, Vincent Engel, Isabel Yopez, Philippe Besson, Michèle Cédric... <b>Ferme du Bièreau</b> Entrée gratuite</p> <p><b>19 h Repas solidaire</b> plats latino-américains et asiatiques 9 € hors boissons <b>Aula Magna</b> <a href="http://www.13fevrier.be">www.13fevrier.be</a></p>	<p><b>20 h Concert-action</b> avec <b>Renaud Calogero Hugues Aufray</b> Julos Beaucarne, Marka, Perry Rose, Romane Serda, Karin Clercq, Gilles Servat, Didier Laloy, Trio Trad, Gérard Jaffrés, Steve Houben, Charles Loos, S-Tres...</p> <p><small>Détachants, chômeurs, pensionnés : 12 € - Autres : 25 € / 18 € et 20 € en prévente à la Madrugue, Centre culturel d'Otignes 134, Point de Repas, Foras des Bâches et église</small></p>
--	---

## Amnesty International

### SECRETARIAT NATIONAL AIBF

Rue Berckmans, 9, 1060 Bruxelles -  
02 538 81 77 - Fax : 02 537 37 29 -  
[www.amnesty.be](http://www.amnesty.be)

### SECRETARIAT INTERNATIONAL

Easton Street, 1, London WC1X 0DW - United Kingdom - 00 44 207 413 5500

### AMNESTY INTERNATIONAL VLAANDEREN

Kerkstraat, 156, 2060 Antwerpen 6 - 03 271 16 16

### RESPONSABLES RÉGIONAUX D'AMNESTY

**BRUXELLES** René Cambier - rue Darwin, 12, 1190 Bruxelles - 02 343 27 27 - [rcambier@aibf.be](mailto:rcambier@aibf.be)

**BRABANT WALLON** Jean-Philippe Chenu - chemin de la Terre Franche, 13, 1470 Genappe - 010 61 37 73 - [jpchenu@aibf.be](mailto:jpchenu@aibf.be)

**NAMUR** Romilly Van Gulck - Rue Vivier Anon,

8, 5140 Sombreffe - 071 88 92 51 - [rvan-gulck@aibf.be](mailto:rvan-gulck@aibf.be)

**HAINAUT OCCIDENTAL** Myriam Dellacherie - rue Basse Couture, 20, 7500 Tournai - 069 22 76 18 - [mdellacherie@aibf.be](mailto:mdellacherie@aibf.be)

**HAINAUT ORIENTAL** Nicole Grolet - av. Elisabeth, 6, 6001 Marcinelle - 071 43 78 40 - [ngrolet@aibf.be](mailto:ngrolet@aibf.be)

**LIÈGE** Christiane Pivont - rue Sous l'Eau, 23, 4020 Liège - 04 343 89 76 - [christiane.pivont@tiscali.be](mailto:christiane.pivont@tiscali.be)

Christine Bika - Responsable de la gestion de la permanence - C/O Bureau régional d'AI - rue Souverain Pont, 11, 4000 Liège - du lundi au samedi de 13h à 17h30 - 04.223.05.15

**LUXEMBOURG** Guy Pierrard - rue Saint-Roch, 28, 6840 Neufchâteau - 061 27 70 75 - [gpierrard@aibf.be](mailto:gpierrard@aibf.be)

## BONNES NOUVELLES

Dans tous les pays du monde, des gens sont libérés grâce au travail des membres d'Amnesty. Des témoignages émouvants nous parviennent des prisonniers libérés ou de leur famille. Ils montrent qu'une action de masse peut avoir des résultats pour un meilleur respect des droits humains.

### KIRGHIZISTAN VERS L'ABOLITION DE LA PEINE CAPITALE ?

Le 30 décembre 2005, le président du Kirghizistan, Askar Akaïev, a signé un décret prolongeant le moratoire sur la peine de mort en vigueur depuis 1998. Il s'est également prononcé en faveur d'une législation visant à abolir définitivement la peine de mort dans son pays. Selon le rapport 2005 d'Amnesty, au moins 130 prisonniers se trouvaient dans les quartiers des condamnés à mort à la fin 2004, et ce, dans des conditions particulièrement extrêmes : surpopulation, maladies, suicides, interdiction des visites et des séances quotidiennes d'exercices. ☉

### ÉMIRATS ARABES UNIS LIBÉRATION D'UN OFFICIER

Humeid Salem al Ghawas al Zaabi a été libéré le 3 janvier 2006. Officier supérieur de l'armée de l'air des Émirats Arabes Unis, il avait été interpellé par des agents des Renseignements militaires le 17 mars 2004. Détenu au secret, sans inculpation ni jugement ni possibilité de consulter un avocat, il ne semble pas avoir subi de tortures physiques. Il avait été admis dans une unité psychiatrique pour suivre un traitement probablement lié à son maintien prolongé en isolement. Il semble toutefois en bonne santé. ☉

### ISRAËL — TERRITOIRES OCCUPÉES UNE EXPULSION DÉJOUÉE

Walid Hanatche, un Palestinien en détention administrative en Israël depuis plus de 3 mois et demi, a été libéré le 21 décembre. Étudiant en 3<sup>e</sup> cycle à l'université de Bir Zeit en Cisjordanie, marié et père d'un enfant en bas âge, il avait été arrêté en mai 2002 à Jérusalem, parce que, semble-t-il, il se trouvait dans la ville sans autorisation.

Walid Hanatche a subi des pressions de la part des autorités israéliennes visant à le faire accepter d'être expulsé vers un pays inconnu, sous peine de rester en détention administrative pour une durée indéterminée. Mais il a toujours refusé. Au quatorzième ordre d'expulsion, que Walid Hanatché a, encore une fois, refusé, son avocat a alors introduit un recours devant la Cour suprême. Avant que celle-ci ne rende son avis, l'armée a fait savoir que la libération aurait lieu après l'expiration du dernier ordre de détention administrative. Le cas de Walid Hanatché était exemplaire et Amnesty craignait que les autorités israéliennes tentent de créer un précédent qui leur permettrait d'expulser d'autres Palestiniens. ☉

#### RECEVOIR LES LETTRES DU MOIS

Vous pouvez recevoir les lettres du mois par e-mail en envoyant directement un e-mail vide à [lettresdumois-on@aibf.be](mailto:lettresdumois-on@aibf.be)

## YÉMEN: EXÉCUTIONS IMMINENTES



Hafez Ibrahim © AI



Ismail Lutf Huraish © AI

Ismail Lutf Huraish, Ali Mussaraa Muhammad Huraish et Hafez Ibrahim risquent l'exécution imminente. Ismail Lutf Huraish et son cousin Ali Mussaraa Muhammad Huraish ont été condamnés à mort en 2000 pour un meurtre commis en 1998. Ismail Lutf Huraish est sourd, mais les autorités n'ont pas prévu d'interprétation du langage des signes pour lui. C'est pourquoi à aucun moment du processus judiciaire, il n'a été en mesure de donner sa propre version de son implication supposée dans le meurtre. Sa culpabilité a apparemment été décidée sur la seule base de déclarations faites par Ali Mussaraa Muhammad Huraish au cours d'un interrogatoire policier et durant le procès qui aurait impliqué les deux hommes dans le meurtre. Le fait que les autorités aient négligé de fournir à Ismail Lutf Huraish les moyens de communiquer est une violation du code pénal yéménite et de la Convention internationale sur les droits civils et politiques à laquelle le Yémen est partie.

Âgé de 17 ans, Hafez Ibrahim a été condamné à mort pour un meurtre qu'il aurait commis quand il avait 16 ans. Le code pénal yéménite exclut expressément l'exécution de quiconque âgé de moins de 18 ans. Le ministre des Droits humains du Yémen a dit à Amnesty que l'âge d'Ibrahim était contesté. Cependant les avocats qui le représentent maintiennent qu'il n'a pas 18 ans. Le Président Ali Abdullah Saleh peut accorder sa grâce, mais s'il choisit de ratifier les sentences, les hommes risquent l'exécution à tout moment. ☉

#### MODÈLE DE LETTRE

Monsieur le Président,  
Ismail Lutf Huraish, Ali Mussaraa Muhammad Huraish et Hafez Ibrahim risquent l'exécution imminente. Les deux premiers pour un meurtre commis en 1998, le troisième, âgé de 17 ans, pour un meurtre quand il n'avait que 16 ans. Ismail Lutf Huraish est sourd et n'a pu se faire entendre au tribunal lors du procès et sa culpabilité n'a été établie que sur base des déclarations de son cousin Ali Mussaraa Muhammad Huraish. Quant à Hafez Ibrahim, le code pénal yéménite exclut formellement l'exécution de quiconque est âgé de moins de 18 ans. En tant que membre/sympathisant(e) d'Amnesty International, je vous demande expressément de commuer les condamnations à mort des trois hommes. Dans l'espoir que vous entendrez mon appel, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération

Signature: .....  
Nom: .....  
Adresse: .....

#### LETTRE À ADRESSER À :

Général 'li Abdullah Saleh, Président de la République du Yémen, Sana'a, Yémen  
Fax: +967 127 4147

#### COPIE À ENVOYER À :

Ambassade de la République du Yémen, Avenue F.D. Roosevelt, 114, 1050 Bruxelles  
Fax: 02 646 29 11

# ACTION

## SALVADOR

# MEURTRE IMPUNIS DE FEMMES

**L**e corps sans vie d'une jeune fille de 17 ans, Marian Isabela Rivas Martinez, a été retrouvé le 4 décembre 2002 à San Bartolo, San Salvador. Elle avait été violée, tuée et démembrée. Cinq jours plus tard, la tête décapitée d'une autre jeune femme a été retrouvée dans un sac à dos dans le *Libertad Park* de San Salvador. Plus tard, le même jour, sa jambe a été retrouvée dans un sac en plastique dans une station de bus. Son identité complète n'a pas encore pu être établie, et son cas est mentionné comme étant celui de Rosa N.

En janvier 2003, un groupe faisant partie d'un gang a été arrêté, soupçonné d'implication dans le meurtre de Rosa N. Les charges portées contre les membres du gang n'étaient que très peu ou pas du tout prouvées.

L'affaire s'est éteinte en août 2004 lorsque les accusés ont été acquittés sur base du fait qu'ils étaient en prison au moment du meurtre. Aucune autre enquête ne semble avoir été faite sur le meurtre de Rosa N et de Marian Isabela Rivas Martinez; On pense que toutes les pièces originales pouvant servir de preuves ont été perdues ou détruites et que l'affaire a été classée.

Entre 2002 et la mi-2004, au moins 20 femmes ont été assassinées et leurs corps mutilés au Salvador. Certaines parmi les victimes portaient des signes de viol avant la mort. Selon des rapports, seul un petit nombre de cas a été investigué convenablement et les responsables déferés en justice. Les enquêtes sur les cas restants semblent être closes.



### MODÈLE DE LETTRE

Monsieur le Président,  
Le corps sans vie de Marian Isabela Rivas Martinez, âgée de 17 ans, a été retrouvé le 4 décembre 2002 à San Bartolo, San Salvador. Elle avait été violée, tuée et démembrée. Cinq jours plus tard, la tête décapitée et une des jambes d'une autre jeune femme ont été retrouvées. Son identité complète n'a pu être établie, et son cas est connu comme étant celui de Rosa N. Entre 2002 et 2004, au moins 20 cas similaires ont été constatés. À ce jour personne n'a été puni pour ces meurtres sauvages. En tant que membre/sympathisant(e) d'Amnesty International, je me permets d'insister pour que des enquêtes appropriées soient menées sur les assassinats de Marian Isabela Rivas Martinez et de Rosa N. ainsi que sur tous les autres cas similaires, et pour que les responsables de ces crimes soient traduits en justice. Espérant que ma demande sera exaucée, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération.

Signature: .....  
Nom: .....  
Adresse: .....

### LETTRE À ADRESSER À :

Monsieur le Président Elias Antonio Saca, Président de la République du Salvador, Maison présidentielle, Alameda D<sup>r</sup> Manuel Enrique 5500, San Salvador, El Salvador  
Fax: +503 2243-9947 - (E-mail:) Belisario\_artiga@hotmail.com

### COPIE À ENVOYER À :

Ambassade El Salvador, Avenue de Tervuren 171, 1150 Bruxelles  
Fax: 02 735 02 11

### COMMENT AGIR EFFICACEMENT ?

Les cas exposés concernent des victimes de violations des droits humains dont s'occupe Amnesty International. Chaque appel compte. Un texte (à écrire ou à photocopier) vous est proposé pour chaque cas. Dans l'intérêt des victimes, écrivez en termes mesurés et courtois aux adresses indiquées. Ces lignes sont lues partout dans le monde par les quelque 1 800 000 membres d'Amnesty International. Elles sont reproduites dans de nombreux pays par des dizaines de journaux et constituent la clé de voûte de l'action du mouvement.

### TARIFS POSTAUX

Lettres (jusqu'à 50 grammes) Europe : 0,70 € (Prior) ou 0,60 € (Non Prior). Reste du monde : 0,80 € (Prior) ou 0,65 € (Non Prior) La surtaxe aérienne est incluse (étiquette requise). Cartes postales Aérogrammes : affranchissement unique de 89 cents pour tous pays, surtaxe aérienne comprise.

## FÉDÉRATION DE RUSSIE

# «DISPARU» D'UNE PRISON

**Z**alina Medova était enceinte de son deuxième enfant lorsque son mari Adam Medov, 24 ans, a «disparu» en juin 2004. Il a quitté son domicile de la République russe d'Ingouchie, le 15 juin 2004. Il a téléphoné dans la soirée pour dire que sa voiture était en panne, mais sans laisser le temps à sa famille de lui poser des questions. Deux jours plus tard, sa famille a reçu un coup de téléphone d'un policier qu'elle connaissait disant qu'il se trouvait au poste de police du district de Sunzhenskoi d'Ingouchie. Lorsque la famille est arrivée au poste de police, on lui a dit qu'Adam avait été trouvé ce jour-là par la police routière dans le coffre arrière d'une voiture conduite par des membres du Service fédéral

de la Sécurité (FSB). Les agents du FSB qui étaient apparemment sur le point de le conduire en Tchétchénie, ont été arrêtés par la police. Adam Medov a dit à la police qu'il avait été arrêté le 15 juin et qu'il avait été forcé de téléphoner à sa famille pour qu'elle ne se fasse pas de soucis pour lui. Il a dit également qu'il avait été battu par les agents du FSB. Un officier de police a autorisé sa famille à apporter de la nourriture et a consenti à organiser une rencontre entre lui et ses frères. La famille a attendu dehors. Mais avant que la rencontre ne puisse avoir lieu, les agents du FSB, relâchés depuis peu, ont sorti Adam Medov du poste de police. C'est la dernière fois que la famille a reçu des informations à propos de son lieu de détention. ☉

### MODÈLE DE LETTRE

Monsieur le Procureur Général,  
Adam Medov, âgé de 24 ans et mari de Zalina Medova, a «disparu» en juin 2004, enlevé dans le coffre arrière d'un véhicule conduit par des agents du Service fédéral de la Sécurité (FSB) qui voulaient l'emmener en Tchétchénie. Ceux-ci ont ensuite été arrêtés par la police, puis relâchés sur ordre du FSB. La rencontre promise à la famille au poste de police du district de Sunzhenskoi en Ingouchie n'a pu avoir lieu car Adam Medov a été emmené par la FSB pour être conduit en Tchétchénie. Depuis lors, la famille n'a reçu aucune information sur son lieu de détention. Lorsque Zalina Medova a porté le cas devant la Cour européenne des droits de l'homme, elle a reçu de nombreuses menaces de la part du FSB et elle a dû fuir le pays parce qu'elle ne voulait pas renoncer à rechercher son mari. En tant que membre/sympathisant(e) d'Amnesty International, je vous prie d'ouvrir une enquête sur l'arrestation et la «disparition» d'Adam Medov, y compris sur les actes des agents du FSB qui avaient tenté de l'emmener en Tchétchénie dans le coffre arrière de leur voiture.

Espérant que vous ferez droit à ma requête, je vous prie d'agréer, Monsieur le Procureur Général, l'expression de ma considération distinguée.

Signature: .....  
Nom: .....  
Adresse: .....

### LETTRE À ADRESSER À :

Monsieur le Procureur Général de la Fédération de Russie, Vladimir Ustinov, Ul. B. Dimitrovka, 15a, 103793 Moscou K-31, Fédération de Russie  
Fax: +7 495 292 8848

### COPIE À ENVOYER À :

Ambassade de la Fédération de Russie, Avenue de Fré, 66, 1180 Bruxelles  
Fax: 02 374 26 13 - E-mail: amrusbel@skynet.be

## AGENDA

## AMNESTY À LA FOIRE DU LIVRE DE BRUXELLES

Un stand d'Amnesty (magasin 4) présentera toutes ses publications ainsi qu'un large choix de livres (romans, essais, témoignages, B.D., livres pour la jeunesse) sur le thème des droits humains.

Nous renouvelons l'opération Courage qui a eu grand succès l'an dernier. Le public sera invité à acheter des livres qui seront envoyés ensuite à des prisonniers d'opinion. Une action en faveur de la liberté d'expression en Turquie sera également proposée.

Une innovation : l'organisation d'ateliers d'écriture ouverts à tous (jeudi 16/1 à 16 h et 20 h - samedi 18/2 à 14 h.) les inscriptions seront prises au stand le jour même. ☉

Du mercredi 15 au dimanche 19 février, à Tour et Taxis, rue Picard3, 1000 Bruxelles. De 10 à 19 h sauf les jeudi et vendredi jusqu'à 22 h. Renseignements : 02/344.99.16

## THÉÂTRE

## JOURNAL INTIME D'UN «SEX SANS BOL»



Pour la seconde fois, Zidani revient avec un spectacle absolument délirant ! Elle incarne le rôle de la terrible Béatrice Müller, technicienne de surface travaillant dans un supermarché. C'est une fille «sans histoires»... alors, elle s'en invente ! Mais très vite, les limites entre la réalité et le fantasme s'estompent. Et c'est le piège. Béatrice arrêtera de

mentir mais seulement quand la vie lui aura donné ce qu'elle veut. L'amour ne donne-t-il pas tous les droits ? **Exceptionnellement, les Riches Claires et Zidani offrent une représentation au profit d'Amnesty le 13 février 2006. Le tarif unique sera de 15 €. Les réservations se feront aux Riches Claires.** ☉

Du 1er au 17 février 2006 à 20 h 30, sauf le dimanche 12 février à 15 h 00. Centre culturel des Riches Claires 24, rue des Riches Claires à 1000 Bruxelles. Relâche le dimanche 5 février et les lundis. Réservations 02 548 25 80 ou par e-mail richesclaires@swing.be

## LA RÉSISTANTE

La littérature peut-elle changer le monde ? Une auteure s'approprie l'histoire de la dernière survivante d'un village africain attaqué par des enfants soldats. Mais les personnages se rebellent et prennent à partie cette occidentale qui tente de raconter leur guerre. Une distribution belgo-africaine, un musicien et trois personnages-acteurs qui se racontent, chantent et dansent au coeur de la guerre. Une pièce de Pietro Pizzuti, mise en scène Guy Theunissen, avec Zigoto Tchaya, Yaya Mbilé, Catherine Salée. ☉

Du 7 au 25 février à 20 h 30. Au théâtre Le Public, rue Braemt 64-70 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode. Infos : 0800-944.44. Réservations : 0800-944.44

## ELLE LUI DIRAIT DANS L'ÎLE

Lui, un prisonnier politique sous une dictature comme il en existe encore dans ce monde. Elle, c'est sa femme. Entre eux, un amour passionné depuis l'enfance. Contre eux, un régime dur et totalitaire. Mais aujourd'hui, après 2 ans de démarches incessantes et humiliantes, elle peut enfin lui rendre visite... Mais qu'est devenu l'homme qu'elle admirait tant ? Que lui ont-ils fait ? ☉

Du 13 février au 18 février à 20 h 30 au Théâtre du Grand Midi, 7a Rue Goffart, 1050 Bruxelles. Tél : 02 513 21 78.

## DERRIÈRE LE MIROIR DU FLEUVE

**F**leuve serpent, fleuve matrice, le Congo traverse et façonne le pays qui porte son nom. Intimement lié au mystère des origines et au quotidien de ses populations, le fleuve nourrit, transporte, protège et détruit. Après trois films consacrés à l'ancienne colonie belge, Thierry Michel y retourne pour, cette fois, remonter le fleuve mythique, de son embouchure jusqu'à sa source. Au cours d'un périple de 4371 kilomètres, *Congo River* offre une radioscopie saisissante d'un pays ruiné par la gabegie d'un dictateur et par la folie des guerres. La première partie du voyage s'écoule au rythme nonchalant des quatre barges et de leur bateau pousseur. Sur ces plates-formes flottantes s'entassent quelques centaines de passagers, humains et animaux, microcosme de la population congolaise. Traversant les zones disputées par les rebelles et les guerriers Mai-Mai, les eaux bouillonnent entre chutes et rapides avant de s'apaiser dans la quiétude de sa source. Sur ce majestueux écrin aquatique et végétal, c'est la vie, la mort, les joies et les drames du pays qui s'écoulent. Au fil de l'eau, on assiste à une naissance, au pillage de la forêt, à un naufrage, à un enlèvement, à des cérémonies religieuses, à l'abjection des viols de guerre et à l'extraordinaire conviction de quelques hommes qui croient à l'avenir de leur pays. Le film est rythmé de nombreuses séquences d'archives qui donnent à voir le passé avec les yeux du présent et inversement. Contemplatif et amoureux de son sujet, sans jamais être didactique, Thierry Michel signe un film puissant qui est aussi un voyage personnel à travers un pays au tournant de son histoire. Indomptable et paisible, le cours de fleuve Congo se poursuivra au-delà des ténèbres. ☉ Gilles Bechet

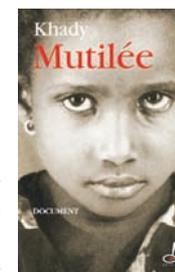
*Congo River* Sortie nationale le 22 février 2006



## LE DIABLE N'HABITE PAS LE BOUT DE CHAIR

**C**haque année deux millions de petites filles africaines sont «purifiées» c'est-à-dire excisées... Khady a été l'une d'entre elles. *Mutilée* raconte les souffrances de cette Sénégalaise mais aussi sa rage de vivre, sa prise de conscience et son combat pour que les traditions cessent de priver la femme de ses droits fondamentaux. On ne fait pas que «lire» l'histoire de Khady, on vit chaque instant de sa vie avec elle, la nausée nous prend quand elle décrit le jour où elle a été «salindée» à 7 ans (ce qui signifie «purifiée» en Solinké, langue de son ethnie) : «Deux femmes m'immobilisent pendant que l'exciseuse coupe avec une lame de rasoir, elle tire avec ses doigts, le plus possible, ce minuscule morceau de chair et coupe comme si elle tranchait un morceau de zébu. Mariée ensuite à 13 ans à un cousin germain, elle est arrachée à sa famille, ses amis pour partir vivre en France où elle subira plus qu'elle ne vivra avec son mari. Elle aura trois filles et un fils de cette union et perdra l'un de ses enfants dans un accident. Mais c'est dans ses souffrances qu'elle trouve le courage de se révolter : elle quitte son mari et mène une véritable campagne pour lever le voile sur ces pratiques traditionnelles qui privent à jamais tant d'Africaines de leur vie de femme. *Mutilée* raconte le parcours de cette femme courageuse qui dénonce la bêtise plus que la méchanceté - qui alimente ces traditions. Ce roman est une manière aussi de comprendre car Khady replace ces coutumes dans leur contexte africain, on discerne mieux pourquoi ces traditions perdurent. Il y a pourtant un réel combat à mener et ce genre de roman peut toucher tout le monde, même les moins sensibles, au sort des femmes en Afrique. ☉ Valérie Denis

*Mutilée* (Khady - Oh ! Éditions - 231p)



## AU BORD DU MONDE

**I**l avait 34 ans, le jeune magistrat Juan Guzman, lors du coup d'État de septembre 1973 qui renversa le gouvernement socialiste de Salvador Allende. Il en a 66 aujourd'hui et se souvient avec quelque amertume que, dans sa famille, on a fêté alors cet événement au champagne... Ce n'est que plus tard, bien plus tard, qu'il va découvrir le visage atroce du nouveau régime militaire. Dans son livre *Au bord du monde*, le juge Guzman, celui qui «osa» inculper Pinochet, raconte cette lente prise de conscience et aussi son combat pour obtenir l'inculpation du vieux dictateur que l'on disait intouchable. Sillonnant le Chili où l'on mettait à jour des charniers pour retrouver les corps des «disparus», il a interrogé plus de 2000 personnes et recueilli des confidences à glacer le sang. Pendant des mois, il ne dort plus tant cette plongée dans ce qu'il appelle «les abîmes de la conscience humaine» le bouleverse. Dès qu'il reçut la première plainte contre Pinochet en 1998, tout changea dans sa vie. Injures, menaces contre lui-même et sa famille et même manifestations devant sa maison, car malgré le retour du pays à la démocratie, le vieux caudillo bénéficie encore de complicités dans la société et même au sein de la justice. Pendant sept ans, le juge Guzman va pousser Pinochet dans ses derniers retranchements. Juan Guzman s'est acquis la reconnaissance des familles des victimes, c'est ce qui le touche le plus. Récemment nommé par le journal *El País*, parmi les onze magistrats incorruptibles du monde, il est aujourd'hui professeur à l'université de Santiago. ☉ Suzanne Welles

*Au bord du monde* (Juan Guzman - Ed. les Arènes - 324 pages - 19,80 €)

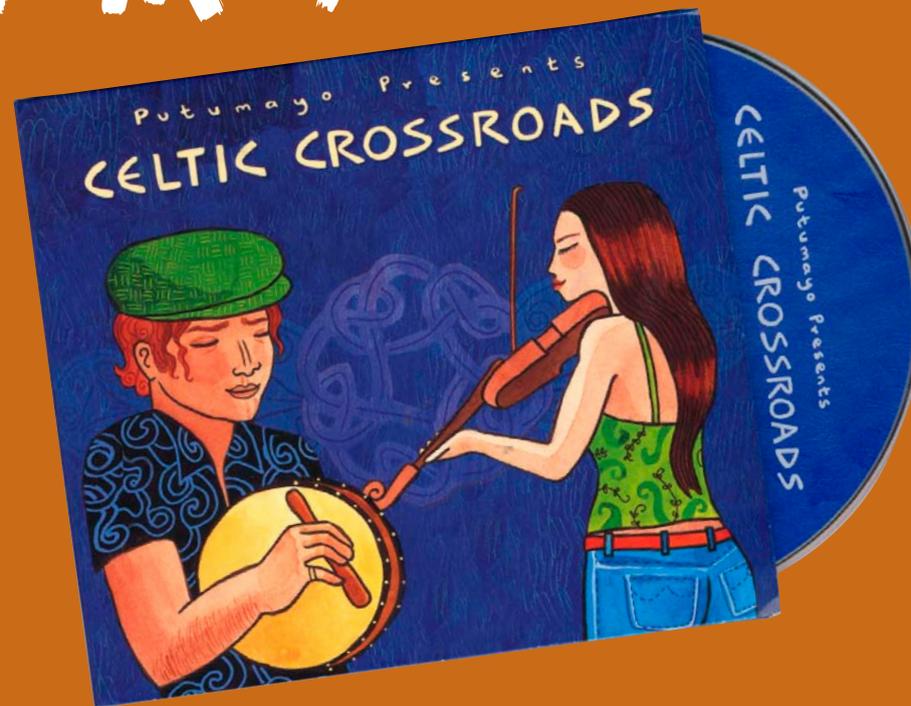
# UN MONDE DE MUSIQUE...



### CD Acoustic Brazil

Rappelle l'atmosphère décontractée d'un café de Rio ou encore celle d'une scéance de samba nocturne... Artistes : Caetano Veloso, Chico Buarque, Gal Costa, ...

17€



### CD Celtic crossroads

Recueil de musique celtique compilé par Putumayo world music, une partie des bénéfices de ce cd dans tous les canaux de vente est reversé à Amnesty International.

17€

Réf. V571

### CD Ceasefire

Nouveauté musicale 2005. Un enfant soldat devenu auteur compositeur entre rap et musique du monde.

15€



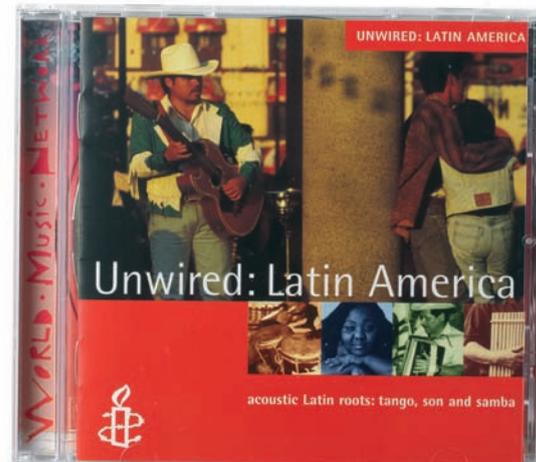
Réf.V556

### Unwired

#### Latin America

CD de musiques latino-américaines. Le best-seller de nos CD musiques du monde, laissez-vous emporter par les tangos, salsas et autres calypso envoûtants....

15€



## Bon de commande

À renvoyer à Amnesty International : rue Berckmans, 9 - 1060 Bruxelles ou par fax au 02 537 37 29 ou par téléphone 02 538 81 77

Mme/Mlle/M. Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

N° : .... Bte : .. CP : Ville : .....

Tél. : ..... E-mail : .....

#### désire recevoir :

Référence		Prix	Quantité	Montant
V571	Le CD ceasefire	15,00 €	.....	.....
V556	Le CD unwired latin America	15,00 €	.....	.....
	Le CD Celtic crossroads	17,00 €	.....	.....
	Le CD Acoustic Brazil	17,00 €	.....	.....
F 346	Le CD Pas la peine	10,00 €	.....	.....
<b>Montant total des articles</b>				.....
<b>Participation aux frais de port</b>				2,5 €
<b>Total de la commande</b>				.....

Date : Signature :

Réf. F346 CD «Pas la peine»

Contre la peine de mort, des grands noms de la scène musicale belge interprètent les textes gagnants du concours d'expression proposé aux jeunes par Amnesty en 2004. Jeronimo, Starflam, Venus, Bai Kamara jr, Da Familia, Perry Rose, Jean-Louis Daulne, Sandrine Collard, Jeff Bodart, Girls in Hawaii, Yel, Marka.

10€



L 02 06

Vous recevrez une facture et un bulletin de virement pré-imprimé avec votre colis. Attendez de recevoir ces formulaires pour payer. Merci !

**LA BOUTIQUE ÉTHIQUE...**  
 9 rue Berckmans 1060 Bruxelles  
 11 rue Souverain Pont, 4000 Liège  
 Sur internet : [www.amnesty.be/shopping](http://www.amnesty.be/shopping)